

Jeunesse rime-t-elle encore avec engagement ?

Alors que le Parlement Jeunesse vit sa 19^e rentrée, qu'en est-il de l'investissement des jeunes ? Il se porte plutôt bien, mais parmi les étudiants et hors des cadres politiques traditionnels.

Depuis ce lundi, et jusqu'au 12 février, le Parlement Jeunesse de la Fédération Wallonie-Bruxelles a pris ses quartiers sous les ors du Sénat. Une centaine de jeunes âgés de 17 à 26 ans y mènent des débats sur des sujets comme le droit de manifester, la protection des données sur internet, la réforme du mariage ou la démocratie directe.

Si les participants à cet exercice de simulation parlementaire gardent habituellement de bons souvenirs de l'expérience (lire ci-dessous), ils ne sont pas nécessairement, en termes d'engagement, représentatifs de la jeunesse dans son ensemble. Comme nous le confirme Pascal Delwit, professeur de science politique à l'ULB, l'investissement dans les partis est assez faible, ce qui explique du reste la difficulté à renouveler le cadre politique.

Peut-on, pour autant, décréter que les jeunes sont « désengagés » ? Ou l'enga-

gement a-t-il simplement pris d'autres formes que « l'encartement » dans les structures politiques classiques ? « *La question est complexe*, répond Pascal Delwit. *Qu'est-ce qu'un engagement ? Adhérer à un groupement de soutien aux sans-papiers ? Sans doute. Mais abandonner sa voiture et se déplacer à vélo ou devenir végétarien ? Dans ces cas-là, la motivation peut être de changer la société mais aussi de prendre soin de son propre corps, de sa santé... »*

Le concept même de « jeune » est problématique. A âge égal, le capital scolaire se révèle en effet déterminant en termes d'engagement. « *On constate que les jeunes qui ont une formation supérieure ou universitaire ont plus tendance à contester les choses, adoptant souvent un point de vue de gauche, avec éventuellement une prolongation dans la vie politique*, explique le Pr Delwit. *En revanche, chez les 18-24 ans sans capital scolaire, donc plus touchés par la crise, on constate soit une forte tendance à*

l'abstention, soit un ralliement à la droite radicale. C'est très frappant en étudiant l'électorat du FN en France ou du Vlaams Belang il y a quelques années, quand ce parti avait le vent en poupe. »

Ces précisions actées, Pascal Delwit explique que la courbe de l'engagement chez les jeunes a toujours présenté des pics et des creux. Ainsi, dans la foulée de la crise financière mondiale de 2008, la remise en cause du système capitaliste débridé a connu de belles heures, avec des têtes de ponts – Occupy Wall Street aux USA et les Indignados à Madrid. Sept ans plus tard, on pourrait considérer que le soufflé est retombé... sauf que l'engouement des jeunes démocrates américains pour Bernie Sanders et son programme « anti-Wall Street » ou la prise des mairies de Madrid, Valence ou Saragosse par Podemos peuvent être lues comme des prolongations naturelles de ces mobilisations. ■

WILLIAM BOURTON

LE PARTICIPANT

« Le parlement reste le meilleur moyen de changer les choses »

Jean-Benoît Henry de Hassonville a 20 ans. Et un curriculum vitae déjà bien étoffé. Étudiant en ingénieur civil à l'UCL, il pilote sa propre start-up. Et, pour la troisième fois, participe au parlement de la jeunesse, dont il est d'ailleurs l'une des chevilles ouvrières. Il voit sa participation à cette assemblée comme « *un engagement citoyen et pas politique* ». Sa motivation : découvrir « *les rouages de la prise de décision* ». Car, concède-t-il, si « *les jeunes ont toujours envie de changer les choses* », ils ne s'intéressent plus beaucoup à la politique. La cause serait à trouver du côté du manque d'initiation des jeunes à la citoyenneté, notamment à l'école. Est-ce en reproduisant les codes des plus anciens dans une enceinte traditionnelle que l'on peut leur redonner goût à la politique ? « *Oui, car ici ce sont des jeunes qui motivent d'autres jeunes à s'investir. On parle le même langage*. » N'y a-t-il pas d'autres formes d'engagement citoyen qui, au jour le jour, correspondent plus aux aspirations de la jeune génération ? « *Le parlement reste le meilleur moyen de changer les choses* », même s'il reconnaît que le fonctionnement des institutions « *est compliqué* ». Les mouvements citoyens tel Occupy Wall Street, les Indignés ? « *C'est chouette, mais l'action politique a besoin d'un cadre*. » Son programme : « *Je compte m'engager dans un parti*. »

C.D.P.

LA SOCIÉTÉ CIVILE

« On doit intégrer tous les jeunes »

Pauline Delgrange, 24 ans, est stagiaire avocate et responsable francophone de l'association écologiste Climate Express.

Quel est votre parcours ?

J'ai d'abord participé au parlement des jeunes pendant quatre ans avant de devenir présidente la dernière année. J'ai aussi milité dans un syndicat étudiant et été déléguée pour le climat pour le Conseil de la jeunesse à la COP 19 de Varsovie. Je me suis ensuite beaucoup investie dans Climate Express en tant que responsable francophone.

Quelle différence entre ces associations ?

J'ai participé d'un côté à des projets très encadrés, comme à la COP 19, et à d'autres complètement autogérés. C'est vrai que quand les choses sont organisées dans un cadre institutionnel, les associations avancent plus vite, mais les jeunes sont moins motivés. Dans Climate Express, la présidente bénévole est tellement investie qu'elle a cumulé son travail de nuit en tant que médecin urgentiste et la gestion de l'association la journée. C'est tellement encourageant et ça stimule la solidarité.

Tous les jeunes s'engagent ?

J'ai remarqué que je fréquentais uniquement des étudiants plutôt privilégiés. L'université nous accorde du temps libre mais, malheureusement, ce n'est pas le cas de tous les jeunes. Je suis sûre que l'écologie, par exemple, pourrait tous les intéresser, ceux qui travaillent ou qui n'ont pas fait d'études. On doit les intégrer, c'est un grand défi à relever.

L.M. (ST.)

LE SYNDICALISME**« Je voulais peser dans le débat »**

A 23 ans, Briec Wathelet est président du principal syndicat étudiant francophone, la FEF, mais aussi étudiant en master en droit à l'ULB. S'il a choisi la voie du syndicalisme étudiant et la FEF, interlocuteur principal du ministère, c'est pour « peser dans le débat » et défendre au mieux les étudiants. Il rejette la politique partisane tout en menant un « combat politique quotidien pour les jeunes ». Pour lui, la « vraie politique » est celle conduite par les associations et les mouvements sociaux. Il veut s'affranchir des tares du système actuel, notamment sur la représentativité. Malgré les compromis perpétuels liés à la taille de la FEF, il dit « essayer de rester au plus près des étudiants : ce sont toujours les délégués locaux qui prennent les décisions, pas moi ». Il refuse que son syndicat soit assimilé de près ou de loin à un parti politique et a composé son bureau dans ce souci d'indépendance : « Chez nous, personne n'est encarté. »

Selon lui, la mobilisation des jeunes ne s'éteint pas, au contraire. « Dès qu'ils se sentent concernés par une problématique, ils s'en emparent et y consacrent une énergie folle », ajoute-t-il. Il remarque cependant une rupture nette avec la politique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui : « Les petites querelles personnelles et le désintérêt des politiciens pour la jeunesse parachèvent la désertion des jeunes du débat public. » Un constat amer mais pas désespéré.

L.M. (ST.)